

N° 9188

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Projet de loi portant approbation
des Protocoles signés à La Haye le
4 juillet 1924 respectivement le 28
novembre 1923, relatifs aux conventions
internationales de La Haye en matière
de procédure civile du 17 juillet 1905,
de mariage, de divorce et de tutelle
des mineurs, du 12 juin 1902. —

1908/25.

M. H. Roux

Grand maître
Léon. — Vu

Staatsarchiv Luxemburg

abt. 5.

Nr. 2733.

Comment

GRAND-D

AFFAIR

*W. M.
Thom
J. Riden
W. M.
Paris
Monsie*

convention
2733
GOUVERNEMENT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 7930.

48-47
Luxembourg, le 23 octobre 1908.

Al. L.

Monsieur le Président,

Le Conseil d'Etat est saisi de la question de savoir s'il convient de ratifier la convention de droit international privé signée à La HAYE le 17 juillet 1905 et ayant pour objet de remplacer la convention du 14 novembre 1896 relative à la procédure civile; la nouvelle convention a été également signée par le plénipotentiaire du Grand-Duché.

Il est vrai que le délai fixé pour les ratifications expire seulement le 27 avril prochain, mais il ne faut pas perdre de vue que la ratification de la nouvelle convention doit être précédée de la dénonciation de l'ancienne convention. Or, cette dernière formalité doit être remplie avant le 27 du mois courant. C'est dire que l'affaire est des plus urgentes. Je prierai, en conséquence, le Conseil d'Etat de me faire parvenir son avis assez à temps pour qu'il me soit possible de m'en tenir au délai indiqué.

Je ferai observer qu'il est à ma connaissance que la Convention de 1896 a été dénoncée par l'EMPIRE ALLEMAND et par les PAYS-BAS et que la NORVEGE s'est déclarée prête à la faire à son tour. Il est encore à remarquer que, dans les derniers temps, elle a été signée par la BELGIQUE et par le DANEMARK, pays qui ne figurent pas parmi des signataires de la convention de 1905.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

*M. M.
Thorn
J. Pichard
Muller
Barthelme*
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

LUXEMBOURG.

po
Qu
fau
na
co
a.
Cau
W.
a
na
g
Cau
Cau
no
Cau
le
lo
co
en
ju
ti
a
ten
a
fa
m
se
Ton

11 no.
11 li

Qd

1

11

—

...

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some faint smudges and discoloration, characteristic of old paper. The left edge of the page shows the binding of the book, with a dark, possibly black or dark brown, material visible. There is no text or other markings on the page.

11 ratifier son intention par un acte qui sera disposé dans
12 les archives

Si par impossible à dernier Texte devant laisser
une équivoque elle serait dissipée par la lecture
du rapport de la commission qui la rédigera. Ce
document s'explique comme suit :

Il a fallu régler la situation des Etats signataires
à la 4^e conférence qui n'auraient pas signé
la convention de prime accord. Ils ont admis
à la régler. Ils ont donc des ratifications
puisque par l'art 20, al. 1, sont les dispositions
d'adhésion. Mais ceux qui n'auraient pas encore
signé à ce moment là la commission pense
qu'il n'y a pas lieu de leur signer de leur
part, comme il a été fait dans les
conventions antérieures. Ils ont ^{en tout temps} ~~admis~~
à adhérer. Tel est l'objet de l'art 27. (Actes de
la conférence de Paris 1894, p. 148
Rapport de comité de rédaction sur les dispositions
préliminaires finales).

Différents gouvernements ^{ont} hésité sur
la marche à suivre dans l'occurrence.
Il n'y en a eu apparemment ^{un (Etat)} qui fait
une déclaration en forme régulière
ou se place dans une situation
à l'égard des autres, qui ne
ratifieront pas la nouvelle convention
la déclaration d'un fait fondé la
convention de 1896 qui n'est remplacé par

rien.

Il en est pour nous une raison
particulière que nous ne pouvons
notre responsabilité. Nous devons
tenten l'annuaire d'un intérêt
précisément que l'ellipses au sur
des annotations par la voie de la
poste. Il est douteux que nous arrivions
à une entente précisée il est à l'heure
certain que nous nous sommes et
un des à nous ne négocierons pas
dans notre la convention de 1905.
annuaire de l'année ou de l'année suivante
le 24 oct 1908.

U

1
me
rains
dans
l'après
midi

Ap

U

circu

M

Thom

Orum

Lecl

Monsieur

du Cons

L u

Gouvernement

Luxembourg, le 6 mars 1924.

Affaires Etrangères

1127a

P. B. V. fait
circuler :

M. M.

Thom

Ornat

Lectur

Monsieur le Président,

Les Puissances qui font partie des Conventions de LA HAYE, du 12 juin 1902, en matière de mariage, de divorce et de tutelle des mineurs, ont fait signer des protocoles par lesquels les Etats qui n'ont pas participé aux Conférences antérieures de LA HAYE concernant le droit international privé, sont mis à même d'adhérer aux dites Conventions.

Le Grand-Duché fait partie des dites Conventions et son plénipotentiaire a signé les protocoles dont il s'agit. Ces derniers sont sujets à ratification et le Gouvernement Royal des Pays-Bas m'a prié de faire procéder à la ratification le plutôt possible.

La question se pose de savoir si en présence de l'article 37 révisé de la Constitution, l'assentiment de la Chambre doit être acquis pour que ces actes internationaux puissent avoir effet dans le Grand-Duché et que la ratification en puisse être signée par la Grande-Duchesse.

Je vous prierais, Monsieur le Président de vouloir bien me faire tenir à ce sujet l'avis du Conseil d'Etat.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

A
Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,

Luxembourg.

J. Ruyter

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

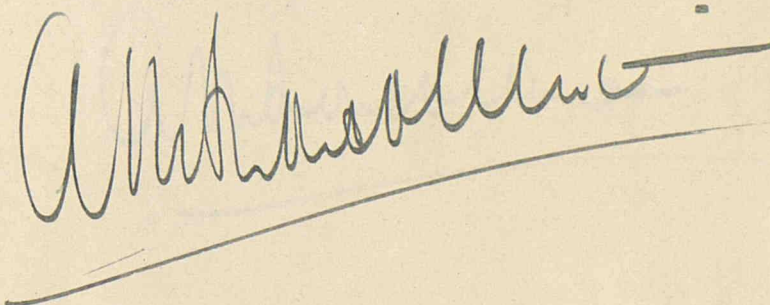
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Suisse:	A. DE PURY.
Pour l'Italie:	FRANCESCO MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Certifiée pour copie conforme,

*Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,*



PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

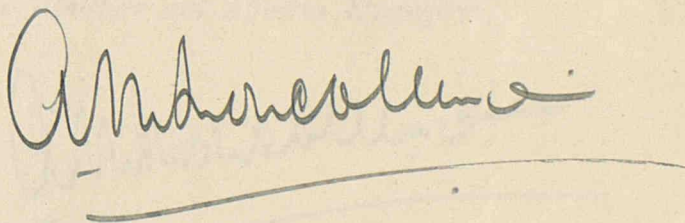
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Suisse:	A. DE PURY.
Pour l'Italie:	FRANCESCO MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERHEIM.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Certifiée pour copie conforme,

Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,



PROTOCOL

The following is a summary of the proceedings of the meeting held on the 12th day of March, 1914, at the residence of Mr. J. H. [Name] in the city of [City], State of [State]. The meeting was attended by [List of Names] and was presided over by [Name]. The purpose of the meeting was to discuss the [Topic] and to [Action]. The following is a summary of the proceedings:

1. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

2. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

3. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

4. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

5. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

6. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

7. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

8. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

9. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

10. [Topic] was discussed and it was decided that [Action].

Witness my hand and seal this 12th day of March, 1914.

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

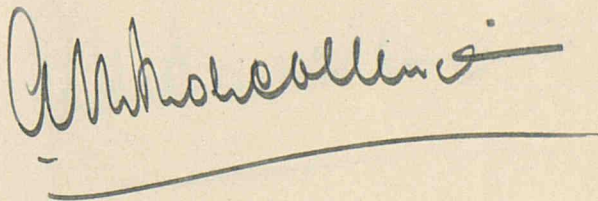
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Belgique:	PRINCE ALBERT DE LIGNE.
Pour la Suisse:	A. DE PURY.
Pour l'Espagne:	SANTIAGO MENDEZ DE VIGO.
Pour l'Italie:	FRANCESCO MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Certifiée pour copie conforme,

Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,



PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

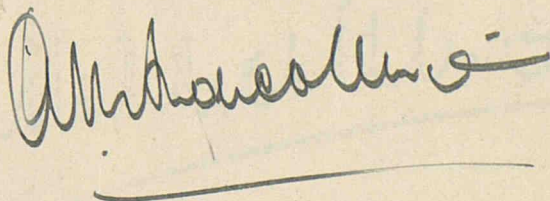
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Belgique:	PRINCE ALBERT DE LIGNE.
Pour la Suisse:	A. DE PURY.
Pour l'Espagne:	SANTIAGO MENDEZ DE VIGO.
Pour l'Italie:	FRANCESCO MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Certifiée pour copie conforme,

Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,



9

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

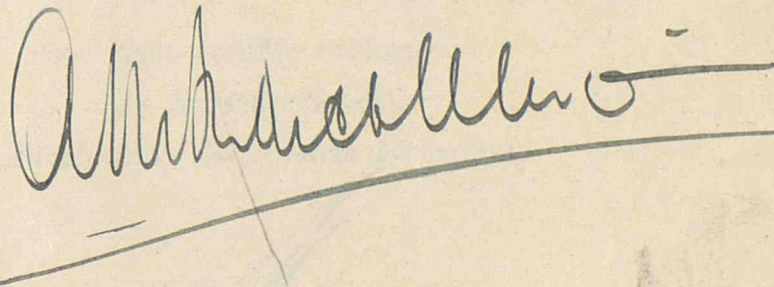
Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Suisse:	A. DE PURY.
Pour l'Italie:	FRANCESCO MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Certifiée pour copie conforme,
Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,



PROTOCOL

The first paragraph of the present protocol is intended to define the scope of the investigation and to state the purpose of the study. It is the duty of the investigator to state the purpose of the study and to define the scope of the investigation. The purpose of the study is to determine the effect of the treatment on the outcome of the study. The scope of the investigation is limited to the study of the effect of the treatment on the outcome of the study.

The second paragraph of the present protocol is intended to define the scope of the investigation and to state the purpose of the study. It is the duty of the investigator to state the purpose of the study and to define the scope of the investigation. The purpose of the study is to determine the effect of the treatment on the outcome of the study. The scope of the investigation is limited to the study of the effect of the treatment on the outcome of the study.

Part 1 of the present protocol is intended to define the scope of the investigation and to state the purpose of the study. It is the duty of the investigator to state the purpose of the study and to define the scope of the investigation. The purpose of the study is to determine the effect of the treatment on the outcome of the study. The scope of the investigation is limited to the study of the effect of the treatment on the outcome of the study.

Part 2 of the present protocol is intended to define the scope of the investigation and to state the purpose of the study. It is the duty of the investigator to state the purpose of the study and to define the scope of the investigation. The purpose of the study is to determine the effect of the treatment on the outcome of the study. The scope of the investigation is limited to the study of the effect of the treatment on the outcome of the study.

Part 3 of the present protocol is intended to define the scope of the investigation and to state the purpose of the study. It is the duty of the investigator to state the purpose of the study and to define the scope of the investigation. The purpose of the study is to determine the effect of the treatment on the outcome of the study. The scope of the investigation is limited to the study of the effect of the treatment on the outcome of the study.

Handwritten signature

PROTOCOLE.

Les Puissances contractantes de la Convention relative à la Procédure Civile, signée à La Haye, le 17 juillet 1905, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la quatrième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été ou aura été accueilli favorablement par les Puissances contractantes, sont convenues qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Ce protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 4 juillet 1924.

Pour l'Espagne:	SANTIAGO MENDEZ DE VIGO.
Pour la Belgique:	POE ALBERT DE LIGNE.
Pour la Suisse:	ARTHUR DE PURY.
Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERSHEIMB.
Pour la Norvège:	EMIL HUITFELDT.
Pour l'Italie:	MIS FR. MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour le Danemark:	AXEL NØRGAARD.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour la France:	Le Gouvernement français a signé le présent protocole afin de rendre possible l'adhésion à la convention du 17 juillet 1905 d'Etats non représentés à la 4ème Conférence de droit international privé. Il est toutefois entendu que cette convention n'est pas applicable entre la France et les Etats nouveaux adhérents. CHARLES BENOIST.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Pour copie certifiée conforme,

Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,

PROTOKOL

Die Teilnehmer an der Sitzung sind:

1. Herr Dr. ...

2. Herr ...

3. Herr ...

4. Herr ...

5. Herr ...

6. Herr ...

7. Herr ...

8. Herr ...

9. Herr ...

10. Herr ...

Die Sitzung beginnt um ... Uhr.

Der Vorsitzende ...

Er eröffnet die Sitzung mit dem Wort:

„Guten Tag, meine Herren!“

Er begrüßt die Teilnehmer und dankt ihnen für ihre Teilnahme.

Er führt dann die Tagesordnung an:

1. ...

2. ...

3. ...

4. ...

5. ...

6. ...

7. ...

8. ...

9. ...

10. ...

Die Sitzung wird von ... geleitet.

Die Teilnehmer ...

Die Sitzung wird um ... Uhr beendet.

Der Vorsitzende ...

Er dankt den Teilnehmern für ihre Teilnahme und wünscht ihnen eine gute Nacht.

Die Sitzung ist damit beendet.

Die Teilnehmer ...

Die Sitzung wird um ... Uhr beendet.

Der Vorsitzende ...

Er dankt den Teilnehmern für ihre Teilnahme und wünscht ihnen eine gute Nacht.

Die Sitzung ist damit beendet.

Die Teilnehmer ...

Die Sitzung wird um ... Uhr beendet.

Der Vorsitzende ...

Er dankt den Teilnehmern für ihre Teilnahme und wünscht ihnen eine gute Nacht.

Die Sitzung ist damit beendet.

PROTOCOLE.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

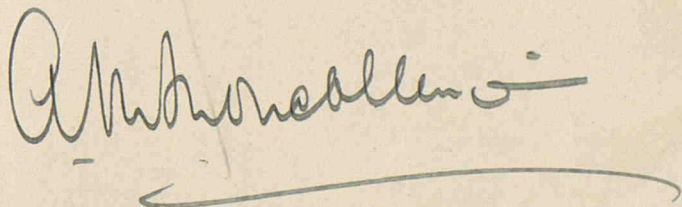
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

Pour la Suède:	ADLERCREUTZ.
Pour la Suisse:	A. DE PURY.
Pour l'Italie:	FRANCESCO MAESTRI MOLINARI DE METTONE.
Pour le Portugal:	SANTOS BANDEIRA.
Pour la Hongrie:	JEAN WETTSTEIN DE WESTERHEIMB.
Pour la Roumanie:	HENRY CATARGY.
Pour le Luxembourg:	A. RUEB.
Pour l'Allemagne:	V. LUCIUS.
Pour les Pays-Bas:	V. KARNEBEEK.

Certifiée pour copie conforme,

Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Etrangères,



PROTOCOL

The first part of the protocol is devoted to the general principles of the investigation. It is divided into two sections. The first section is devoted to the general principles of the investigation. The second section is devoted to the specific principles of the investigation. The second part of the protocol is devoted to the results of the investigation. It is divided into two sections. The first section is devoted to the results of the investigation. The second section is devoted to the conclusions of the investigation.

The third part of the protocol is devoted to the conclusions of the investigation. It is divided into two sections. The first section is devoted to the conclusions of the investigation. The second section is devoted to the conclusions of the investigation.

The fourth part of the protocol is devoted to the conclusions of the investigation. It is divided into two sections. The first section is devoted to the conclusions of the investigation. The second section is devoted to the conclusions of the investigation.

The fifth part of the protocol is devoted to the conclusions of the investigation. It is divided into two sections. The first section is devoted to the conclusions of the investigation. The second section is devoted to the conclusions of the investigation.

Journal de l'Assemblée

Assemblée générale des membres de la Société

Cher à la

12 12 1914

La Société a tenu son assemblée
générale le dimanche 12 décembre 1914
à 10 heures, au local habituel.
Le président, M. [nom], a ouvert
la séance par la lecture du rapport
du trésorier, M. [nom], qui a été
adopté sans discussion.
Il a ensuite lu le rapport de la
commission de l'enseignement, qui
a été également adopté.
M. [nom] a alors présenté un rapport
sur la situation financière de la
Société, qui a été adopté.
Enfin, M. [nom] a lu un rapport
sur les travaux de la Société pendant
l'année écoulée, qui a été adopté.
L'assemblée a terminé ses travaux
à 12 heures.

App
circ
H
H
V
L
D
de
m
la
1925
3 la
aug
de
tut
dau
10
arra
qui
dra
2h
sig
a
pe
qu

Gouvernement.

Luxembourg, le 22 janvier 1925.

Affaires Etrangères

C. II

Très C. v. fait
circuler :

M M.

Horn
Brundt

Leclerc.

9178

Monsieur le Président,

Les Puissances signataires des Conventions de La Haye,

live à la

du 12 juin

is en matière
de lois et de
lon de corps,

rs,

le 28

il sera

Pays-Bas un

constater

Etats non

nternational,

blement par

de savoir

t nécessaire

tifs au

puissent

du affir-

Le Gouvernement s'adresse à l'avis du Conseil
d'Etat la question de savoir si, en présence
de l'art. 37 relatif de la Constitution, l'assenti-
ment de la Chambre des Députés est exigé pour
la ratification des 3 protocoles signés, le 28 novemb.
1923, par les Etats ~~signataires~~ des
3 Conventions de La Haye du 12 juin 1902 relatives
aux conflits des lois en matière de mariage,
de divorce et de réparation de Corps, et de
tutelle des mineurs.

Les Conventions en question ont été approuvées
dans le Gr.-Duché par 3 lois portant la date du
10 mai 1904. Les art. 10 et respect^{ts} 11 de ces
arrangements portent que les Etats non-signataires
qui ont été représentés à la 3^{me} Conférence de
Droit international privé, sont admis à y
adhérer purement et simplement. Les protocoles
signés le 28 novemb. 1923 par les adhérents
à l'exception, en ce qui concerne les deux
premières de ces Conventions, de la Belgique,
qui les a dénoncées en 1918 (Conf. Meiner. 1918,

Ap
circ
H
H
Kru
Lech
ut

po-
la
à

de
a
na
u

la
L'
pre
ang
sch

ma
rac
ang
it
pa

Gouvernement.

Luxembourg, le 22 janvier 1925.

Affaires Etrangères

Très C. v. fait
circuler :

M M.

Lorn

Brundt

Leblin.

9178
Monsieur le Président,

Les Puissances signataires des Conventions de La Haye,

(p. 1949) — ont pour but de permettre également la participation des Etats non représentés à la 3^{me} Conférence.

Les adhésions à donner aux 3 Conventions de 1902 par ceux des Etats qui n'ont pas participé à la 3^{me} Conférence de La Haye, donneront naissance, entre ces Etats et ceux qui figuraient à ladite Conférence, à des Conventions nouvelles portant sur le cadre des lois approbatives de 1904.

L'alin. 2 de l'art. unique de ces lois, qui prévoit les changements à apporter éventuellement aux Conventions de 1902, au leur dénonciation, est nettement restrictif : les dispositions modificatives, complémentaires ou additionnelles doivent se rapporter ~~à~~ exclusivement aux matières qui font l'objet des Conventions et être convenues de concert avec les hautes parties contractantes. Les déclarations

(2) (3) live à la

du 12 juin

is en matière
de lois et de
ion de corps,

rs,

le 28

il sera

Pays-Bas un

constater

Etats non

nternational,

blement par

de savoir

t nécessaire

atifs au

puissent

du affir-

Ad

Site

71

Thus

Leh

१०

三

ces

que

und

na

the

6

Gouvernement.

Luxembourg, le 22 janvier 1925.

Affaires Etrangères

Très C. v. fait

circuler :

M. M.

L'orn

Arndt

Leclerc.

Les Puissances signataires des Conventions de La Haye,

Monsieur le Président,

D'adhésion à faire par des états non-représentés
à la 3^{me} Conférence, ne rentrent pas dans
ces limites.

Dans ces circonstances, le Conseil estime
que l'intervention de la Chambre des députés est
indispensable pour que les protocoles du 28
novembre 1923 puissent produire leur effet
dans le Gr. Duché.

Arndt délibéré en séance plénière, le 30 juillet 1924.

L. Scutari

L. Arndt

live à la

du 12 juin

is en matière
de lois et de
ion de corps,

rs,

le 28

il sera

Pays-Bas un

constater

Etats non

nternational,

blement par

de savoir

t nécessaire

atifs au

puissent

du affir-

Gouvernement.

Luxembourg, le 22 janvier 1925.

Affaires Etrangères

Très C. v. f. a. d.

circulaire :

M. M.

L. L.

Brundt

Leblin.

W. T. T. T. T. T.

It. distrib. b. a. n.

à tous les

membres du

Conseil.

2. II. 1925

Monsieur le Président,

Les Puissances signataires des Conventions de La Haye, relatives au droit international privé, savoir :

de la Convention du 17 juillet 1905, relative à la Procédure Civile, respectivement des Conventions du 12 juin 1902, la première pour régler les conflits de lois en matière de mariage, la deuxième pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, et la troisième pour régler la tutelle des mineurs,

ont signé le 4 juillet 1924 respectivement le 28 novembre 1923 quatre protocoles pour convenir qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les adhésions aux dites conventions de ceux des Etats non représentés à la troisième Conférence de droit international, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants.

Le Conseil d'Etat consulté sur la question de savoir si l'intervention de la Chambre des députés était nécessaire pour que les protocoles du 28 novembre 1923 relatifs au mariage, au divorce et à la tutelle des mineurs, puissent produire leur effet dans le Grand-Duché, a répondu affir-

A

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

à

Luxembourg.

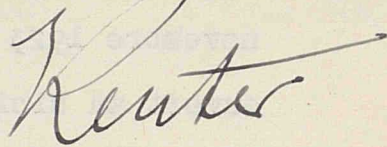
mativement.

La situation, quant à la procédure à suivre, étant exactement la même pour la convention relative à la procédure civile, nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint, pour être soumis à l'avis du Conseil d'Etat, un avant-projet de loi portant approbation des quatre protocoles en question.

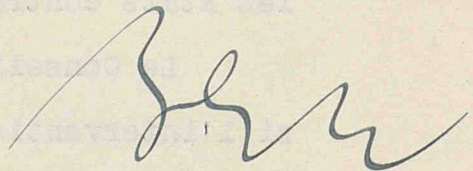
La plupart des Puissances signataires ont déposé leurs ratifications. Les dits actes ne sortiront leurs effets qu'après que toutes les Puissances signataires auront opéré leur dépôt.

Les ratifications par le Luxembourg ne pouvant être déposées qu'après le vote de la loi afférente, nous vous prions de vouloir bien nous faire tenir l'avis de votre haute Compagnie, d'urgence.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,



Le Directeur général de la Justice,
de l'Intérieur et de l'Instruction Publique,



Avant-projet de loi

portant approbation des quatre protocoles signés à La Haye le 4 juillet 1924 respectivement 28 novembre 1923, relatifs aux Conventions internationales de LA Haye en matière de procédure civile du 17 juillet 1905, de mariage, de divorce et de tutelle des mineurs, du 12 juin 1902.

Nous Charlotte, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau etc. etc. etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.— Sont approuvés pour avoir effet dans le Grand-Duché les protocoles relatifs aux conventions internationales de droit international privé de La Haye, savoir :

Le protocole signé à La Haye le 4 juillet 1924 sur la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile.

Le protocole signé à La Haye le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois en matière de mariage.

Le protocole signé à La Haye le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps.

Le protocole signé à La Haye le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler la tutelle des mineurs.

Mandons et ordonnons etc.

portant approbation des quatre protocoles signés à la Haye
le 4 juillet 1924 respectivement le 28 novembre 1923, relatifs
aux conventions internationales de la Haye en matière de
procédure civile du 17 juillet 1905, de mariage, de divorce
et de tutelle des mineurs, du 12 juin 1902.

Notre Conseil d'Etat est saisi.

de l'avis du Conseil d'Etat.

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés

a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

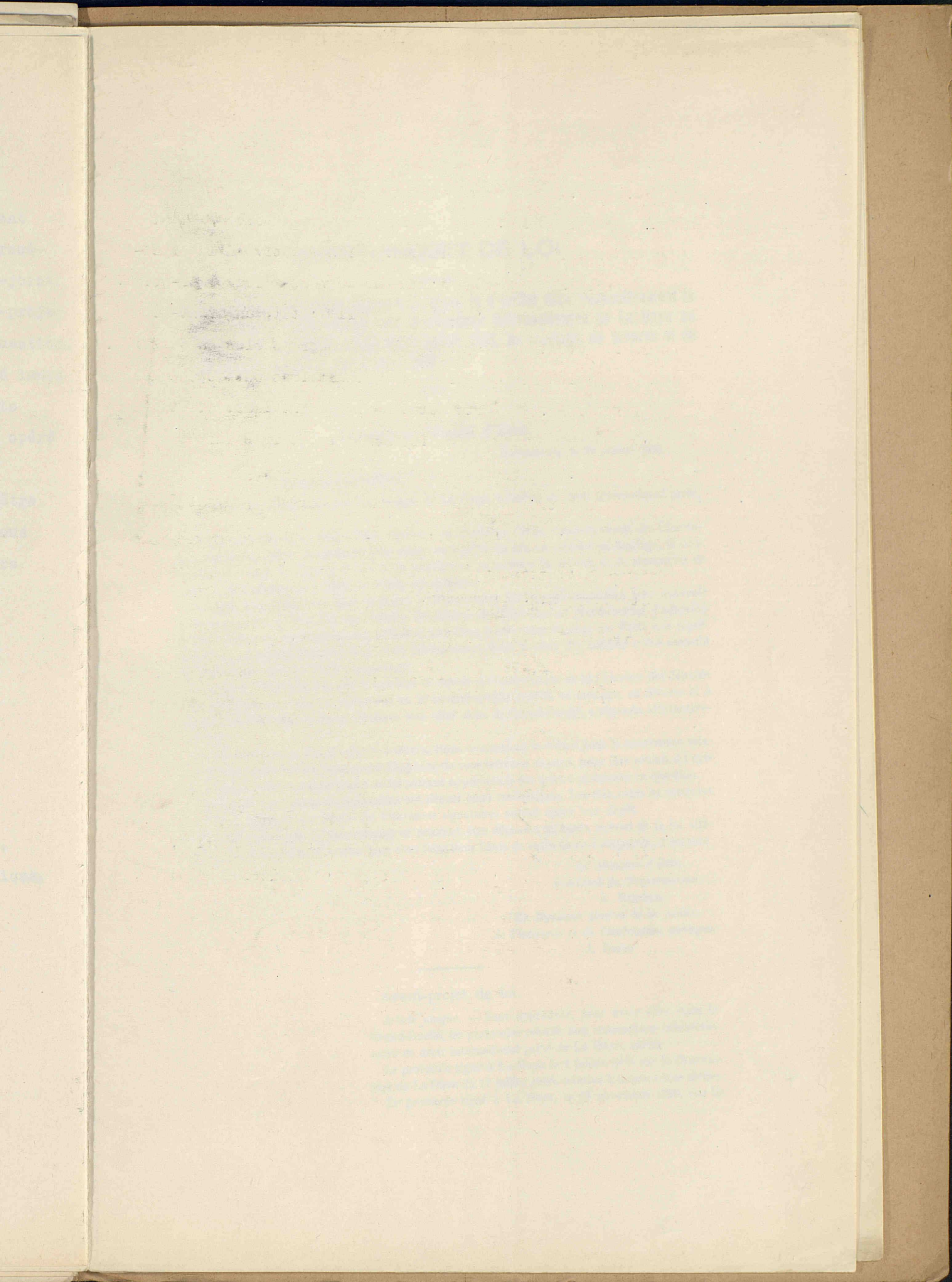
Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

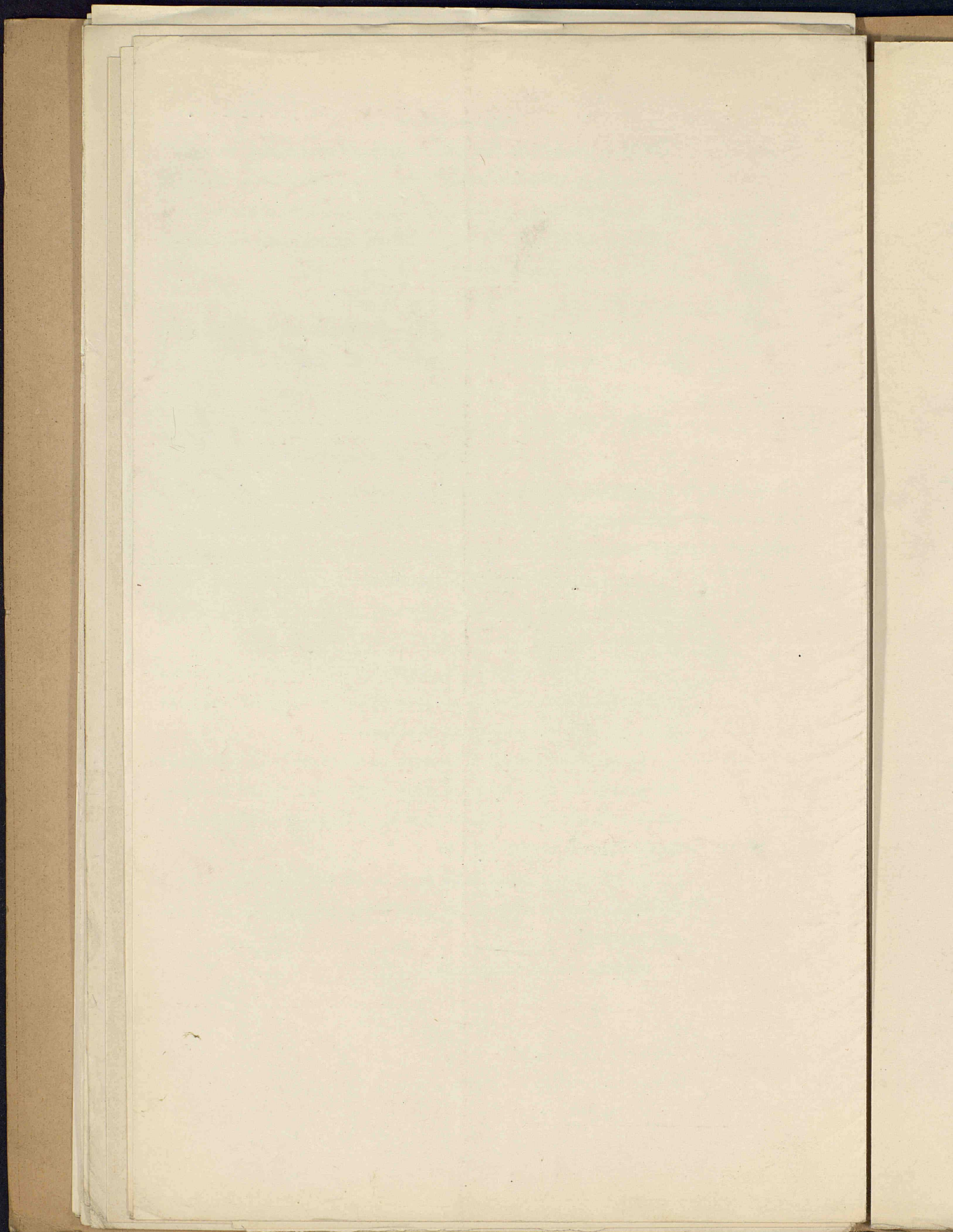
Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :

Le 11 novembre 1924, la Chambre des députés a voté les dispositions suivantes :





AVANT-PROJET DE LOI

PORTANT

approbation des protocoles signés à La Haye, le 4 juillet 1924, respectivement le 28 novembre 1923, relatifs aux Conventions internationales de La Haye en matière de procédure civile du 17 juillet 1905, de mariage, de divorce et de tutelle des mineurs, du 12 juin 1902.

Dépêche au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 22 janvier 1925.

Monsieur le Président,

Les Puissances signataires des Conventions de La Haye, relatives au droit international privé, savoir:

de la Convention du 17 juillet 1905, relative à la Procédure Civile, respectivement des Conventions du 12 juin 1902, la première pour régler les conflits de lois en matière de mariage, la deuxième pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, et la troisième pour régler la tutelle des mineurs;

ont signé le 4 juillet 1924 respectivement le 28 novembre 1923 quatre protocoles pour convenir qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les adhésions aux dites conventions de ceux des Etats non représentés à la troisième Conférence de droit international, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants.

Le Conseil d'Etat consulté sur la question de savoir si l'intervention de la Chambre des députés était nécessaire pour que les protocoles du 28 novembre 1923 relatifs au mariage, au divorce et à la tutelle des mineurs, puissent produire leur effet dans le Grand-Duché, a répondu affirmativement.

La situation, quant à la procédure à suivre, étant exactement la même pour la convention relative à la procédure civile, nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint, pour être soumis à l'avis du Conseil d'Etat, un avant-projet de loi portant approbation des quatre protocoles en question.

La plupart des Puissances signataires ont déposé leurs ratifications. Les dits actes ne sortiront leurs effets qu'après que toutes les Puissances signataires auront opéré leur dépôt.

Les ratifications par le Luxembourg ne pouvant être déposées qu'après le vote de la loi afférente, nous vous prions de vouloir bien nous faire tenir l'avis de votre haute Compagnie, d'urgence

Le Ministre d'Etat,

Président du Gouvernement,

E. REUTER.

*Le Directeur général de la justice,
de l'intérieur et de l'instruction publique,*

J. BECH.

Avant-projet de loi.

Article unique. — Sont approuvés, pour avoir effet dans le Grand-Duché, les protocoles relatifs aux conventions internationales de droit international privé de La Haye, savoir:

Le protocole signé à La Haye le 4 juillet 1924 sur la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la

Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois en matière de mariage;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye, du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler la tutelle des mineurs.

Mandons et ordonnons etc.

Protocole.

Les Puissances contractantes de la Convention relative à la Procédure Civile, signée à La Haye le 17 juillet 1905, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la quatrième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été ou aura été accueilli favorablement par les Puissances contractantes, sont convenues qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Ce protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 4 juillet 1924.

(Suivent les signatures.)

Protocole

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

(Suivent les signatures.)

Protocole.

Les Etats contractants de la Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles sortiront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

(Suivent les signatures.)

Protocole.

Les Etats contractants de la Convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles soriront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Extrait du Conseil d'Etat

Les trois Conventions de La Haye, du 12 juin 1902, relatives aux conflits des lois en matière de mariage, de divorce et de réparation de corps, ainsi que de la tutelle des mineurs, ont été approuvées dans le Grand-Duché par trois lois portant la date du 10 mai 1904. De même, la Convention de La Haye du 1^{er} juillet 1905 relative à la procédure civile fut, en vertu de la loi du 20 septembre 1897, approuvée par Arrêté Gr. Ducal du 11 juillet 1909.

Les arrangements portent, dans leurs Art. 10 et respect. 11 et 12, que les Etats ~~non~~ non-signataires qui ont été représentés à la 3^{me} et respect. à la 4^{me} Conférence de droit international ^{privé} de La Haye, sont admis à y adhérer purement et simplement.

Afin de permettre également l'adhésion à ceux des Etats qui n'ont pas participé auxdites conférences de La Haye et dont le désir d'adhérer aura été accueilli favorablement par les Etats contractants, les Puissances ~~signataires~~ signataires, parmi

Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois en matière de mariage;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye, du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler la tutelle des mineurs.

Mandons et ordonnons etc.

Protocole.

Les Puissances contractantes de la Convention relative à la Procédure Civile, signée à La Haye le 17 juillet 1905, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la quatrième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été ou aura été accueilli favorablement par les Puissances contractantes, sont convenues qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles cesseront leur effet 60 jours après la signature du dit

pro

C

san

I

dép

I

po

sa

sig

no

a

tè

co

ve

de

dé

po

Pu

ma

m

in

ta

cè

ef

leq
non
~~Conven~~
au
u
ce
la
h
7
a
-

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

(Suivent les signatures.)

Protocole.

Les Etats contractants de la Convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles soriront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq

lesquelles figure le Luxembourg, ant, le 28
novembre 1923 et respectivement le 4 juillet 1924,
~~Quatre protocoles, qu'il sera ouvert~~
Convenus, par au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
un procès-verbal destiné à recevoir et à constater
ces adhésions.

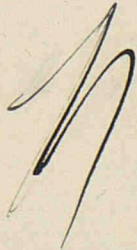
Les protocoles, pour produire leurs effets
dans le Grand-Duché, doivent, en conformité de
l'art. 37 de la Constitution, être sanctionnés
par la Législature.

C'est la le but du projet de loi soumis
à l'avis du Conseil d'Etat. Ce projet, dont le
texte ne donne lieu à aucune observation,
trouve l'approbation du Conseil.

Ainsi délibéré en séance plénière le 6 mars 1925.

L. Secrétaire

Le Président




Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois en matière de mariage;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye, du 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps;

Le protocole signé à La Haye, le 28 novembre 1923, sur la Convention de La Haye du 12 juin 1902, pour régler la tutelle des mineurs.

Mandons et ordonnons etc.

Protocole.

Les Puissances contractantes de la Convention relative à la Procédure Civile, signée à La Haye le 17 juillet 1905, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la quatrième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été ou aura été accueilli favorablement par les Puissances contractantes, sont convenues qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à

procè

Ce

sance

Il

dépo

Er

porte

sanc

L

sign

non

a ét

tère

cons

verl

L

des

I

dép

E

port

Pui

L

mat

mêr

intè

tan

cès

effe

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que cinq des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

(*Suivent les signatures.*)

Protocole.

Les Etats contractants de la Convention pour régler la tutelle des mineurs, signée à La Haye, le 12 juin 1902, désirant mettre à même d'adhérer à cette convention les Etats non représentés à la troisième conférence de droit international privé, dont le désir d'y adhérer a été accueilli favorablement par les Etats contractants, sont convenus qu'il sera ouvert au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas un procès-verbal d'adhésion destiné à recevoir et à constater les dites adhésions lesquelles soriront leur effet 60 jours après la signature du dit procès-verbal.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Puissances signataires seront en mesure de le faire.

Il entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les Puissances signataires auront déposé leurs ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole qui portera la date de ce jour, et dont une copie certifiée conforme sera transmise à chacune des Puissances signataires.

Fait à La Haye, le 28 novembre 1923.

(*Suivent les signatures.*)

Avis du Conseil d'Etat.

Les trois conventions de La Haye, du 12 juin 1902, relatives aux conflits des lois en matière de mariage, de divorce et de séparation de corps, ainsi que de tutelle des mineurs, ont été approuvées dans le Grand-Duché par trois lois portant la date du 10 mai 1904. De même, la Convention de La Haye, du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, fut, en vertu de la loi du 20 septembre 1897, approuvée par arrêté grand-ducal du 11 juillet 1909.

Ces arrangements portent, dans leurs art. 10 et resp. 11 et 27, que les Etats non-signataires qui ont été représentés à la 3^{me} et resp. à la 4^{me} Conférence de droit international privé de La Haye, sont admis à y adhérer purement et simplement.

Afin de permettre également l'adhésion à ceux des Etats qui n'ont pas participé aux dites conférences de La Haye et dont le désir d'adhérer aura été accueilli favorablement par les Etats contractants, les Puissances signataires, parmi lesquelles figure le Luxembourg, ont, le 28 novembre 1923 et resp. le 4 juillet 1924, convenu, par quatre protocoles, qu'il sera ouvert, au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, un procès-verbal destiné à recevoir et à constater ces adhésions.

Ces protocoles, pour produire leurs effets dans le Grand-Duché, doivent, en conformité de l'art. 37 revisé de la Constitution, être sanctionnés par la législature.

C'est là le but du projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Ce projet, dont le texte ne donne lieu à aucune observation, trouve l'approbation du Conseil.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 mars 1925.

Le Secrétaire,
A. FUNCK.

Le Président,
V. THORN.

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.
—
DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
—

Luxembourg, le 25 juillet 1925

Monsieur le Président,

*J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans
sa séance du 24 de ce mois, la Chambre des Députés a adopté
par 27 voix contre 2, et 1 abstention
le projet de loi ci-inclus concernant les conventions
internationales de La Haye*

*et qu'elle a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense
du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.*

*Veuillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se
prononcer à son tour sur la question de la dispense du second
vote.*

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement.*

J. P. [Signature]

*Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.*

23 juillet 1873

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG
DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Monsieur le Ministre

Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.
Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.
Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.

Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.

Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.

Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.

D. 1000

Monsieur le Ministre
de l'Intérieur

Je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute estime et de ma haute confiance.

GRAND
LUXEM
CONSE

40-46



Le Conseil d'Etat,

Appelé par dépêche du Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement, du 25 juillet 1925, à délibérer
sur la question de dispense du second vote constitutionnel

du projet de loi concernant l'approbation des protocoles
signés à La Haye, le 4 juillet 1924, respectivement le 28
novembre 1923, relatifs aux Conventions internationales de
La Haye en matière de procédure civile du 17 juillet 1905,
de mariage, de divorce et de tutelle des mineurs du 12 juin
1902,

projet qui a été adopté par la Chambre des Députés
dans sa séance du 24 juillet 1925,

et dispense du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis y émis par le Conseil
en séance du 6 mars 1925;

Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés
pour dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote
prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 27 juillet 1925.

Le Président,

Le Secrétaire,

Mte

CHURCH

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

